

## HOSPITALISATION SUR ORDONNANCE DE DÉTENTION DANS UN HÔPITAL SANS RESTRICTION

(Articles 37 et 41 de la loi sur la Santé mentale de 1983)

1. Nom du patient	
2. Nom de la personne responsable de vos soins (votre « clinicien responsable »)	
3. Nom de l'hôpital et du service	
4. Date de votre ordonnance de détention	

### Pourquoi suis-je à l'hôpital ?

Vous devez rester dans cet hôpital sur l'ordonnance du Tribunal. Le Tribunal a déclaré cette hospitalisation en vertu de l'Article 37 de la loi sur la santé mentale de 1983.

C'est ce qu'on appelle une « ordonnance de détention dans un hôpital ». En effet, deux médecins ont informé le Tribunal que vous souffrez d'un trouble mental et que vous devez donc être hospitalisé.

Pour des raisons de sécurité publique, le Tribunal vous a également donné un ordre de restriction en vertu de l'Article 41 de la loi sur la Santé mentale.

### Qu'est-ce qu'un ordre de restriction ?

Un ordre de restriction signifie que vous ne pouvez pas être renvoyé de l'hôpital sauf si le Secrétaire d'État pour la Justice ou un Tribunal déclare que vous pouvez partir ; votre renvoi peut être soumis à certaines conditions qui vous sont expliquées le moment venu. Pendant votre hospitalisation, le responsable de vos soins (votre clinicien responsable) doit obtenir l'accord du Secrétaire d'État avant que vous puissiez sortir temporairement ou être envoyé vers un autre hôpital. Il doit également vous examiner et envoyer un rapport à votre sujet au Secrétaire d'État au moins une fois par an.

## Combien de temps dois-je y rester ?

Lorsque votre clinicien responsable juge que vous êtes suffisamment en état de quitter l'hôpital, il vous en informera. Il demandera alors au Secrétaire d'État pour la Justice de donner son accord. Vous ne pouvez pas quitter l'hôpital avant que le Secrétaire d'État n'approuve votre départ. Si vous tentez de sortir de l'hôpital, le personnel vous arrêtera, et si vous réussissez à vous en aller, vous pouvez y être ramené.

## Quel traitement dois-je recevoir ?

Votre clinicien responsable et d'autres membres du personnel s'entretiendront avec vous au sujet du traitement dont vous avez besoin pour soigner votre trouble mental. Dans la plupart des cas, vous devrez accepter leur avis.

Au bout de trois mois, certaines règles particulières s'appliquent aux médicaments qui vous sont administrés pour soigner votre trouble mental. Si vous ne voulez pas prendre les médicaments ou si vous n'êtes pas en état d'exprimer votre volonté, un médecin extérieur à cet hôpital vous rendra visite. Ce médecin indépendant s'entretiendra avec vous et le personnel hospitalier qui vous connaît. Le médecin indépendant déterminera les médicaments qui peuvent vous être administrés. Sauf en cas d'urgence, ce sont les seuls médicaments qui peuvent vous être administrés sans votre accord.

Ce médecin indépendant est appelé un « SOAD » (Second Opinion Appointed Doctor, Médecin désigné pour un deuxième avis). Il est désigné par une Commission indépendante qui surveille l'application de la loi sur la santé mentale.

Il existe différentes règles pour certains traitements spéciaux, tels que la thérapie électroconvulsive (ECT). Si le personnel pense que vous devez suivre l'un de ces traitements spéciaux, les règles vous seront expliquées et un autre dépliant vous sera remis.

## Puis-je faire appel ?

Oui. Vous pouvez demander au Tribunal de réexaminer votre dossier. Si vous voulez faire appel, vous ne devez pas tarder. Il est préférable de demander à un avocat de vous aider. Renseignez-vous auprès du personnel hospitalier qui vous remettra un autre dépliant.

Au terme des six mois de l'ordonnance de détention dans un hôpital, vous pouvez écrire à un Tribunal pour leur dire que vous ne devriez plus rester à l'hôpital.

## Qu'est-ce qu'un tribunal et quelle est la procédure ?

Le Tribunal est un corps de membres indépendants, qui peut décider si vous devriez être autorisé à quitter l'hôpital. Il tiendra une réunion avec vous et le personnel hospitalier qui

vous connaît. Cette réunion est appelée une « audience ». Vous pouvez demander à quelqu'un d'autre de venir à l'audience pour vous aider si vous le désirez. Avant l'audience, les membres du Tribunal liront les rapports de l'hôpital à votre sujet et concernant les soins que vous avez reçus. Un des membres du Tribunal viendra également vous parler.

## Quand puis-je faire une demande auprès d'un tribunal ?

Une fois que votre ordonnance de détention dans un hôpital a été mise en place pour six mois, vous pouvez faire une demande auprès d'un tribunal une seule fois au cours des six prochains mois de votre hospitalisation. Vous pouvez ensuite faire une seule demande lors de chaque année de votre séjour à l'hôpital.

Si vous voulez faire une demande auprès d'un Tribunal, vous pouvez écrire à :

The Tribunals Service  
PO BOX 8793  
5th Floor  
Leicester  
LE1 8BN  
Tél. 0300 123 2201

Vous pouvez demander à un avocat d'écrire au Tribunal pour vous et de vous aider lors de l'audience.

L'hôpital et le barreau ont une liste d'avocats spécialisés. Vous ne devrez pas payer pour obtenir de l'aide d'un avocat. Cette prestation est gratuite dans le cadre du Service d'aide judiciaire.

## Vos lettres

Toutes les lettres qui vous sont envoyées pendant votre hospitalisation vous seront remises. Vous pouvez envoyer des lettres à quiconque sauf aux personnes qui ne veulent pas recevoir de lettres de vous. Le personnel hospitalier peut alors intercepter ces lettres.

## Code de bonne pratique

Il existe un Code de bonne pratique qui conseille le personnel hospitalier sur la loi sur la santé mentale, et le traitement des personnes atteintes d'un trouble mental. Le personnel doit tenir compte des recommandations du Code lorsqu'il prend des décisions concernant vos soins. Vous pouvez demander un exemplaire du Code si vous le désirez.

## Comment puis-je porter plainte ?

Si vous voulez porter plainte sur tout aspect de vos soins et de votre traitement à l'hôpital, adressez-vous à un membre du personnel. Il peut être en mesure de régler la question et de vous renseigner sur la procédure de plainte de l'hôpital ; vous pouvez alors la suivre pour essayer de résoudre votre plainte par le biais de la résolution locale. Il peut également vous informer sur les autres personnes qui peuvent vous aider à porter plainte.

Si vous pensez que la procédure de plainte de l'hôpital ne peut pas vous aider, vous pouvez porter plainte à une Commission indépendante. La Commission surveille l'application de la loi sur la santé mentale de 1983, pour s'assurer que cette loi est

observée correctement et que les patients sont bien soignés lors de leur hospitalisation. Le personnel hospitalier peut vous remettre un dépliant expliquant comment contacter la Commission.

## Aide supplémentaire et informations

Si vous ne comprenez pas quelque chose au sujet de vos soins et de votre traitement, un membre du personnel essaiera de vous aider. N'hésitez pas à vous adresser à un membre du personnel pour éclaircir ce que vous n'avez pas compris dans ce dépliant ou toutes d'autres questions auxquelles ce dépliant n'a pas répondu.

Si vous désirez un autre exemplaire de ce dépliant pour quelqu'un d'autre, demandez-le.

### L'aide d'un avocat indépendant pour la santé mentale

Vous avez droit à l'aide d'un avocat spécialisé en santé mentale si vous le souhaitez. Ces avocats ne dépendent pas des personnes impliquées dans vos soins.

Ils peuvent vous aider à obtenir des informations concernant vos soins et votre traitement, concernant la raison pour laquelle vous êtes gardé à l'hôpital, ou sur ce que cela signifie et quels sont vos droits. Ils peuvent vous rendre visite et vous aider à comprendre ce que vous disent les personnes impliquées dans vos soins et votre traitement. Si vous le souhaitez, ils peuvent vous aider à parler à ces personnes ou leur parler en votre nom. Ils peuvent également vous assister auprès du tribunal.

Vous pouvez contacter vous-même le service d'assistance juridique de santé mentale.

Un téléphone doit vous être mis à disposition pour vous permettre de contacter le service d'assistance juridique et lui parler en privé. Vous pouvez demander à un membre du personnel où se trouve ce téléphone.

Le numéro de téléphone du service d'assistance juridique est le :

.....